

Nouvelle-Zélande : contraception obligatoire pour les mères adolescentes ? Le gouvernement n'est « pas tout à fait » prêt...

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 7 juin 2011

C'était dans l'air, on attendra un peu. Un groupe de travail sur les aides sociales (rapport Rebstock) en Nouvelle-Zélande envisageait, en février de cette année, de faire dépendre le versement d'allocations aux mères célibataires de leur utilisation d'un contraceptif de longue durée. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé la création d'un groupe de travail ministériel pour examiner cette proposition, et d'autres faites par les experts.

Paula Bennett, ministre du Développement social, a déclaré à la télévision que, bien qu'étant elle-même « fan » de la contraception de longue durée, elle pensait qu'on « n'en est pas encore tout à fait au stade de l'obligation ». Elle prône plutôt un meilleur accès à la contraception, déjà gratuite en Nouvelle-Zélande, en particulier pour les « femmes jeunes qui veulent pouvoir faire de meilleurs choix de vie ».

Elle venait d'expliquer : « Si vous avez 16 ou 17 ans et que vous avez un bébé, vous avez 45 % de chances d'en avoir un autre pendant la période où vous toucherez des allocations ».

Même si le gouvernement néo-zélandais semble reculer devant le côté trop évidemment tyrannique de la contraception obligatoire, il envisage d'autres « solutions » prônées par le rapport Rebstock pour éviter que les femmes n'aient de nouveaux enfants alors qu'elles reçoivent des allocations.

A ce propos Paula Bennett a précisé que le gouvernement envisage de faire campagne sur le fait d'obliger toutes celles qui ont un deuxième enfant pendant la période de versement d'allocations de retourner au travail dès le 1er anniversaire de leur cadet. Le groupe de travail sur les aides sociales pensait même abaisser cette limite aux 14 semaines du deuxième enfant, mais le Premier ministre John Key a déclaré la semaine dernière que cette idée le mettait « mal à l'aise ».

Si l'idée de faire sortir 100.000 personnes des systèmes d'aide sociale d'ici à 2021 par le retour au travail est évidemment louable, le problème ici est de vouloir s'en prendre aux mères qui précisément « travaillent » pour l'avenir.

Une parlementaire – anciennement « Verte » –, Sue Bradford, a fait savoir que ces propositions « l'effrayaient vraiment beaucoup » : « Forcer les femmes à travailler lorsque leur enfant fête sa première année est atroce », a-t-elle dit. « Le rapport Rebstock ne comprend ni n'accepte que le

fait d'élever des bébés et des enfants est un travail à plein temps, c'est un travail de valeur et il doit être bien fait. Harceler les mères et les forcer à sortir pour travailler, quand leurs enfants ont un an, voire trois, n'est pas souhaitable, c'est même inacceptable. » La crise actuelle ne vient pas de ce genre d'aides, a-t-elle ajouté, mais du chômage.

Sources : [ici](#) et [ici](#).

© [leblogdejeannesmits](#).